

Compte rendu

Ouvrage recensé :

LÉTOURNEAU, Jocelyn. *Les années sans guide : le Canada à l'ère de l'économie migrante*.
Montréal, Boréal, 1996, 298 p.

par André Joyal

Études internationales, vol. 28, n° 1, 1997, p. 199-202.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703729ar>

DOI: 10.7202/703729ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

aux Autochtones de se déployer un « espace politique ».

Dans la 4^e partie, *Identité et démocratie économique* l'auteur montre comment l'économie locale, détruite par la déportation, a encore souffert, après la réinstallation, d'abord de la domination de « l'économie marchande anglo-saxonne », puis de l'exploitation par l'industrie capitaliste d'Europe et d'Amérique, qui a contraint le peuple acadien à vivre dans la « dépendance » et la pauvreté. Pour survivre, les Acadiens du Mouvement Antigonish de 1930 s'inspirèrent du socialisme coopératif de Proudhon, mais, après quelques succès jusqu'en 1960, cet effort fut anéanti par le « capitalisme gestionnaire » qu'encourageait l'État canadien. L'auteur croit que l'avenir de l'économie appartiendrait à un nouveau corporatisme qui concilierait pluralisme et solidarité.

Dans la 5^e partie, « Identité ethnique et identité nationale » notamment à « l'heure de la mondialisation », l'auteur montre que les Acadiens ne peuvent plus se contenter d'invoquer les « trois mystères » – joyeux, douloureux et glorieux de l'Église catholique – pour préserver leur identité nationale. Comme les autres communautés francophones dispersées au Canada, ils traversent une crise d'identité. Car si, comme ces communautés, ils ne se croient pas une « ethnie », ils ne peuvent former vraiment une « nation », faute d'avoir pu maintenir leur souveraineté sur leur territoire. C'est pourquoi M. Thériault leur recommande de préserver leur « identité nationale » face aux menaces que font peser sur eux mondialisation et multiculturalisme canadien.

La conclusion, *Les chemins de l'Identité*, qui n'augure rien de bon pour le Canada des actuelles restrictions budgétaires, veut laisser cependant aux Acadiens et aux Francophones hors Québec un espoir et un encouragement, pourvu qu'ils restent unis en renforçant leurs liens tant avec le Québec qu'avec les autres pays francophones.

Ce compte-rendu, malheureusement trop schématique, ne rend pas justice à tout ce que ce livre nous apprend sur la situation des Acadiens et des Francophones hors Québec. En outre, l'auteur a le grand mérite de ne pas se laisser décourager par les difficultés qu'il a analysées avec tant de précision, mais de chercher et de proposer malgré tout des solutions positives. C'est pourquoi je recommande chaleureusement la lecture de son ouvrage.

Marie GUERTIN

ENAC Parentis, France

Les années sans guide : le Canada à l'ère de l'économie migrante.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. *Montréal, Boréal*, 1996, 298 p.

Avec un titre semblable, manifestement, l'éditeur a préféré se donner des allures de presses universitaires et n'a pas cherché à faire de cet ouvrage un succès populaire. Cette décision fut possiblement prise suite à la lecture des trois premiers chapitres composant la première partie intitulée : « Le régime de l'économie migrante : au cœur du capitalisme fin de siècle ». On y trouve, en effet, un enchaînement de concepts abstraits incorporés dans de longues phrases

qui vont donner du mal aux lecteurs initiés au monde complexe de l'économie par des auteurs au style plus clair et plus limpide. Qu'on en juge par cette définition d'une société postkeynésienne présentée en introduction: «...une entité sociétale qui n'est plus caractérisée, comme cela était *grosso modo* le cas entre les années 1940 et 1980, par des dynamismes de recentrement, de massification, de convergence, d'équilibre endogène, de standardisation et de micro-interactions programmées». Il en va ainsi jusqu'au chapitre quatre où, tout au contraire, dans un style d'une très grande efficacité, marqué du sceau de la lucidité, de la clarté et surtout accompagné d'une vision très pertinente de la réalité, l'auteur se fait tout simplement éblouissant par son analyse du nationalisme québécois et par son interprétation des résultats du dernier référendum. Ceci, avant de retrouver son « naturel » dans les deux derniers chapitres intitulés: « Flexibilité/déstructuration: l'interface de la société émergente » et « Fragmentation du sujet politique et dispersion civique ». Deux titres qui indiquent bien la forme autant que le contenu.

Le lecteur l'aura deviné, il s'agit d'un ouvrage inspiré de différents écrits antérieurs, de nature disparate, réunis et retravaillés pour tenter d'en faire un tout. Pour y parvenir, il s'agissait de trouver un fil conducteur et des passages pouvant tenir lieu de charnières entre les différents chapitres. C'est là un défi très difficile à affronter que l'auteur, il faut bien le dire, n'a pas réussi à relever avec succès. En conséquence, aux lecteurs de choisir les chapitres susceptibles de les intéresser. Je leur suggère, pour

les raisons qui vont suivre, les chapitres 4 et 5.

Le choix de l'expression « économie migrante » ne me paraît pas heureux. Tout le monde devinera qu'il s'agit là d'un concept qui se rapporte à rien d'autre qu'à la mondialisation. En fait, il pourrait y avoir une nuance aux yeux de l'auteur puisqu'à plusieurs reprises il utilise le concept de la mondialisation, sans cependant me convaincre de la distinction. Pour juger de la pertinence de la distinction, si elle existe, on n'a qu'à se rapporter à la précision que fournit l'auteur en introduction: « À un premier niveau, l'économie migrante marque un déplacement décisif de l'impulsion capitaliste hors du champ de régulation de l'État-nation souverain. Cela atrophie considérablement la marge de manœuvre dont disposent les gouvernements pour anticiper et *a fortiori* pour régler les flux de toute sorte, positifs ou négatifs, qui traversent leur frontières. » On voit bien ce dont il s'agit et on obtient à l'avance une idée de la position adoptée par l'auteur sur l'avenir constitutionnel du Canada.

Dans le premier chapitre, la mondialisation est décrite comme étant davantage que la transnationalisation d'échanges et de flux. Elle créerait *de facto* un nouveau monde vécu et idéal (*sic*) au sein duquel s'animent des masses de gens et de firmes qui participent d'une socio-économie d'autres mondes vécus dans lesquels continuent d'évoluer une multitude d'acteurs, etc. Dans ce monde, il y a des perdants et des gagnants. L'auteur le montre à l'aide de deux schémas pas trop simples, comme pour faire savant, que les perdants se positionnent sur la défensive, en réaction,

en résistance et en reflux, alors que les gagnants, eux, en position offensive, émergent, montent et se déploient. L'auteur offre ses sympathies aux premiers qui, selon les mots d'une romancière nichant chez son éditeur, deviennent des *Perhaps*, des *Maybe*, des *Unless*, ceci constituant à ses yeux l'une des grandes misères de notre fin de siècle. Et enfin, on passe au Québec.

Avec un titre qui n'annonce rien, « Déphasages économiques et spatiaux », Jocelyn Létourneau offre à son lecteur un virage à 180 degrés. Des abstractions alambiquées des chapitres précédents, on plonge très agréablement dans un concret familier à tous. J'en veux comme exemple l'allusion à la nomination par le gouvernement du Québec d'un ministre responsable de la région montréalaise. Mais il ne suffit pas d'être concret pour être intéressant. Et si l'auteur se fait soudainement passionnant c'est qu'il fournit une lecture originale et fort pertinente de l'évolution du nationalisme québécois tel qu'il se présente en cette fin de siècle. Mais pourquoi diable ! l'éditeur n'a pas demandé au professeur d'histoire (spécialisé en histoire on ne peut plus contemporaine...) de l'Université Laval de faire l'essentiel de son livre autour de ce chapitre ? Quel succès de librairie il aurait eu et quel service il aurait rendu à l'avancement de la réflexion sur l'épineuse « question nationale » pour reprendre l'expression des syndicats québécois.

Les nombreuses notes de lectures – fort judicieusement présentées au lecteur suivant les pages où elle se regroupent – donnent une idée de l'ampleur de la réflexion de l'auteur

dont on souhaite suivre plus longuement le cheminement de la pensée. Qu'il ait selon toute vraisemblance voté non à la question posée lors du référendum ne va pas choquer le lecteur ayant voté différemment. En effet, Létourneau évite complètement les allusions aux arguments ô combien éculés mis de l'avant par les partisans du *statu quo*. Il faut dire que lui-même, dans sa conclusion, se montre favorable à une refonte sensible de la constitution canadienne. Dans cet éclairant chapitre, son objet est de faire comprendre la nature de la position adoptée par la majorité des québécois d'expression francophone à l'occasion du dernier référendum. Une position qu'il importe d'avoir à l'esprit face à l'éventualité, dans un avenir rapproché, d'une nouvelle consultation populaire sur notre avenir constitutionnel.

Ce qu'il importe de tenir compte pour notre auteur c'est que le résultat serré du dernier référendum ne représente en rien une preuve de la marche inexorable vers la souveraineté politique. « La souveraineté pourquoi faire ? » fait-il demander à plusieurs à partir de son interprétation de différents sondages. À ses yeux, ce que les gens réclament c'est une nouvelle révolution tranquille bien plus que l'indépendance. Autre chose que l'indépendance oui, mais je dirais autre chose que ce que fut la révolution tranquille dont j'ai pu être témoin il y a 35 ans. Cette autre chose se rapporte à ce que l'auteur identifie très bien comme une forme d'affirmationnisme qui le conduit à reprendre la fameuse boutade d'un Québec fort dans un Canada uni. En effet, ce ne sont pas, comme aux débuts des

années 60, leurs valeurs fondamentales que les Québécois remettent en question, c'est tout simplement le statu quo constitutionnel. Oui les gens veulent du changement, mais pas du type que Pierre Elliot-Trudeau avait en tête à l'époque du précédent référendum.

Mais les Québécois se heurtent, comme le remarque l'auteur, à une nouvelle affirmation du nationalisme pan-canadien. « Touche pas à mon Canada » disent les Canadiens anglophones qui pavoisent au sens propre du terme comme jamais auparavant (imagine-t-on au Québec 15 drapeaux unifoliés devant un simple petit centre commercial comme on le voit un peu partout en Ontario ?) Ce sont les Canadiens anglophones qui deviennent sentimentaux alors que les Québécois, de plus en plus nombreux, se veulent pragmatiques. C'est pourquoi l'auteur avance avec une conviction bien soutenue que le « projet québécois » n'a pas d'avenir s'il est défini en terme ethno-culturel. La thèse défendue veut que la démarche québécoise se soit transformée en un affirmationnisme marchand en n'étant plus prisonnière d'un projet et d'un horizon « nationaliste ». Ce que l'on appelle le « nationalisme » québécois est de moins en moins une histoire d'âme et de conscience, et de plus en plus une affaire de pragmatisme et de rentabilité. L'allégorie tiers-mondiste est chose du passé. En effet.

On voudrait que ce chapitre ne se termine pas. Mais, hélas, on passe à autre chose avec, heureusement, un intéressant chapitre sur la répartition des revenus et l'évolution du monde du travail. Notre historien joue très bien à l'économiste en faisant ressortir

tir des données précises sur le nouveau visage qu'adoptent les économies modernes pas toujours, tel que précisé dans le chapitre trois, pour le meilleur. Rien à signaler pour les deux derniers chapitres qui m'ont laissé indifférent.

La conclusion de l'ouvrage n'en est vraiment pas une. Elle nous rapporte à nouveau au chapitre clé du volume, soit le quatrième, dont elle pourrait être en fait la conclusion véritable. C'est ici que l'auteur renvoie dos à dos les nationalistes canadiens impénitents et les indépendantistes purs et durs dont les positions ne peuvent être que le résultat d'une conscience historique malheureuse. Le tout se termine par ces mots : « Le Canada pourrait être refait, peut-être à l'aune d'une devise emballante du genre : Chemins divers, visée commune. »

Un livre à se procurer ne fût-ce que pour le chapitre quatre avec ses notes de bas de pages et la conclusion qui le complète.

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Inherited Rivalry: Conflict Across the Taiwan Straits.

CHENG, Tun-Jen, Chi HUANG et Samuel S.G. WU (dir.). Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1995, 277 p.

« Si un conflit violent éclate entre Taïwan et la Chine, c'est l'humanité entière qui en sera affectée. » [p. 277]